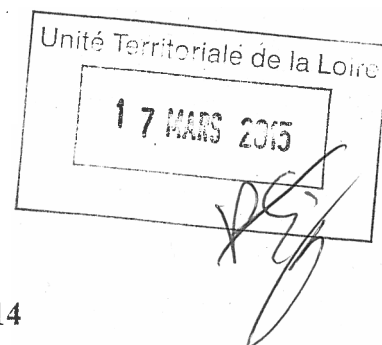


S3-215-0109



PRÉFET DE LA LOIRE



**ARRETE N° 87 /DDPP/2014  
portant mise en demeure**

Le Secrétaire Général  
chargé de l'administration de l'État dans le département

VU les dispositions de la directive européenne IED relative aux émissions industrielles ;  
VU le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment ses articles L. 171-7 et L.171-8 ;  
VU le livre V du code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et notamment ses articles R. 515-82 II, R. 515-72 et R. 515-59 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 août 2004 réglementant les activités de traitement de bois exercées par la société FBI sur le territoire de la commune de BOISSET LES MONTROND, "Le Cerizet" ;  
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 février 2015 établissant le défaut de transmission par l'exploitant du dossier de mise en conformité et du rapport de base prévus aux articles R. 515-81 et R. 515-39 du code de l'environnement ;  
**CONSIDERANT** que les dispositions applicables aux établissements bénéficiant de l'antériorité sur les rubriques 3xxx de la nomenclature des installations classées relevant de la directive européenne IED (Integrated Emissions Directive) ne sont pas respectées ;  
**CONSIDERANT** qu'il n'a pas été donné suite, par l'exploitant, à la lettre de l'inspection en date du 5 juin 2014 octroyant un délai jusqu'au 15 août 2014 pour satisfaire à ces obligations ;  
**CONSIDERANT** que l'exploitant du site sus-visé est la société FRANCE BOIS IMPREGNES ;  
**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :**

La société FRANCE BOIS IMPREGNES, sise à BOISSET LES MONTROND, lieu-dit "Le Cerizet" 42210, est mise en demeure de produire et transmettre à l'Inspection des installations classées, avant le 15 avril 2015, le rapport de base et le document de mise en conformité prévus aux articles R. 515-81 et R. 515-59 du code de l'environnement.

**ARTICLE 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 3 :**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Madame le maire de BOISSET LES MONTROND sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

27 FEV. 2015

Le Secrétaire Général  
chargé de l'administration de l'État dans le département

  
Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société FRANCE BOIS IMPREGNES

Lieu-dit "Le Cerizet"

42210 BOISSET LES MONTROND

- Sous-Préfecture de Montbrison

- Madame le maire de BOISSET LES MONTROND

- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono